

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, May 30, 2022

The Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples met with videoconference this day at 2 p.m. [ET] to study the subject matter of those elements contained in Divisions 2 and 3 of Part 5 of Bill C-19, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on April 7, 2022 and other measures; and, in camera, in consideration of a draft report.

Senator Brian Francis (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Honourable senators, I would like to begin by acknowledging that the Senate of Canada is situated in the traditional unceded territory of the Algonquian Anishnaabe people. However, since this meeting is hybrid, senators are conducting their work from the traditional territories of many nations.

I'm Senator Brian Francis from Epekwitk, also known as Prince Edward Island, and I have the honour of chairing the committee on Aboriginal people.

Before we begin our meeting, I would like to introduce the members who are participating today, starting with our deputy chair, Senator Dan Christmas from Nova Scotia. With us today are also Senator Arnot from Saskatchewan; Senator Audette from Quebec; Senator Coyle from Nova Scotia; Senator Hartling from New Brunswick; Senator Sandra Lovelace Nicholas from New Brunswick; Senator Kim Pate from Ontario; and Senator Moncion.

I would like to remind senators and witnesses joining us remotely to keep their microphones muted at all times unless recognized. Should any technical challenges arise, please let us know. I'd also like to remind everyone that the Zoom screen should not be copied, recorded or photographed; however, official proceedings can be shared via the SenVu website.

I want to take a minute to recognize that June is National Indigenous History Month, which is a time to recognize the duty, diversity and contributions of Indigenous peoples across Turtle Island, as well as our resistance and resilience across generations. That we're still here after centuries of genocide, and that we continue to reclaim and rebuild what was taken from us, is worthy of celebration.

I also want to note that it has been a year since the Tk'emlúps te Secwepemc announced they located 215 potential unmarked graves of children near a former residential school. To date, there

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 30 mai 2022

Le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones se réunit aujourd'hui par vidéoconférence, à 14 heures [HE], afin d'étudier la teneur des éléments des sections 2 et 3 de la partie 5 du projet de loi C-19, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 7 avril 2022 et mettant en œuvre d'autres mesures; et, à huis clos, pour l'étude d'une ébauche de rapport.

Le sénateur Brian Francis (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Honorables sénateurs, j'aimerais tout d'abord reconnaître que le Sénat du Canada se situe sur le territoire traditionnel et non cédé du peuple algonquin anishnabé. Cependant, étant donné que la réunion se tient de façon hybride, les sénateurs se mettent à la tâche depuis les territoires traditionnels de nombreuses nations.

Je suis le sénateur Brian Francis, d'Epekwitk, aussi connu sous le nom d'Île-du-Prince-Édouard, et j'ai l'honneur de présider le Comité des peuples autochtones.

Avant que nous n'amorçons notre réunion, j'aimerais présenter les membres qui participent aujourd'hui, à commencer par notre vice-président, le sénateur Dan Christmas, de la Nouvelle-Écosse. Nous accueillons également aujourd'hui le sénateur Arnot, de la Saskatchewan; la sénatrice Audette, du Québec; la sénatrice Coyle, de la Nouvelle-Écosse, la sénatrice Hartling, du Nouveau-Brunswick; la sénatrice Sandra Lovelace Nicholas, du Nouveau-Brunswick; la sénatrice Kim Pate, de l'Ontario et le sénateur Moncion.

J'aimerais rappeler aux sénateurs et aux témoins qui se joignent à nous à distance de garder leur microphone en sourdine en tout temps, à moins que je leur donne la parole. Si vous éprouvez des difficultés techniques, veuillez nous le faire savoir. J'aimerais aussi rappeler à tout le monde que l'écran Zoom ne doit pas être copié, enregistré ou photographié; cependant, les délibérations officielles peuvent être diffusées sur le site Web ParlVu.

J'aimerais prendre un moment pour reconnaître que juin est le Mois national de l'histoire autochtone, qui est l'occasion de souligner le devoir, la diversité et les contributions des peuples autochtones de l'Île de la Tortue, ainsi que notre résistance et notre résilience au fil des générations. Le fait que nous soyons toujours là après des siècles de génocide et que nous continuons de réclamer et de reconstruire ce qui nous a été enlevé mérite d'être célébré.

Je tiens aussi à souligner que cela fait un an que les Tk'emlúps te Secwepemc ont annoncé avoir retrouvé 215 tombes d'enfants non marquées près d'un ancien pensionnat. À ce jour, on a fait

have been more than 2,000 discoveries, and additional searches are under way or soon will be under way. Every child who lost their life at a residential school deserves to be returned home and given a proper burial. Families deserve to know what happened. Please join me now in a minute of silence to honour all the innocent children who died at residential schools as well as the strength and courage of survivors and their families and communities.

(Those present then stood in silent tribute.)

Wela'liog, thank you.

The Senate of Canada and, in specific, the committee on Aboriginal peoples can play a critical role in the process of addressing historic and ongoing injustices, as well as in challenging attempts to deny or minimize the scale and severity of the harm caused by the residential schools and other state actions. May the Creator guide us all in the journey to advancing truth, justice, healing and reconciliation. Let's now proceed with our meeting.

Today we're here to resume our study on the subject matter of Bill C-19, the Budget Implementation Act. In specific, we're examining Divisions 2 and 3 of Part 5, one of which amends the Nisga'a Final Agreement Act and the other repeals the Safe Drinking Water for First Nations Act.

I would like to introduce our first witness with us today. From Tataskweyak Cree Nation, we have Taralee Beardy, Executive Director. Please note that Ms. Beardy will be providing opening remarks of up to five minutes. If necessary, I will let her know when she has one minute left.

In the interests of time, I ask everyone to be as succinct as possible. Each senator will have approximately five minutes to ask a question and get an answer. When the allocated time is over, I will intervene and move to the next round of questions and answers. Senators in the room who have a question should raise their hand. Those on Zoom should use the raise-hand feature. You'll then be added to the list.

Ms. Beardy, if you're unable to provide a full answer or would like to provide additional information after the meeting, I invite you to submit a written response to the clerk before Friday of this week. Ms. Beardy, I now invite you to begin your opening remarks.

Taralee Beardy, Executive Director, Tataskweyak Cree Nation: Good afternoon, everyone. My name is Taralee Beardy. I'm from Tataskweyak Cree Nation in Split Lake, Manitoba.

plus de 2 000 découvertes, et d'autres recherches sont en cours ou le seront bientôt. Chaque enfant qui a perdu la vie dans un pensionnat mérite de rentrer chez lui et d'être enterré convenablement. Les familles méritent de savoir ce qui s'est passé. Veuillez vous joindre à moi pour observer une minute de silence afin de rendre hommage à tous les enfants innocents qui sont morts dans les pensionnats ainsi qu'à la force et au courage des survivants, de leur famille et de leur communauté.

(Les personnes présentes observent une minute de silence.)

Wela'liog merci.

Le Sénat du Canada et, en particulier, le Comité des peuples autochtones peuvent jouer un rôle essentiel dans le processus de traitement des injustices historiques et actuelles, ainsi que dans la contestation des tentatives de nier ou de minimiser l'ampleur et la gravité des dommages causés par les pensionnats et d'autres actions de l'État. Puisse le Créateur nous guider tous dans le voyage vers la vérité, la justice, la guérison et la réconciliation. Poursuivons maintenant avec notre réunion.

Aujourd'hui, nous reprenons ici notre étude sur la teneur du projet de loi C-19, la loi d'exécution du budget. Plus précisément, nous examinons les sections 2 et 3 de la partie 5, dont l'une modifie la Loi sur l'Accord définitif niska'a et l'autre abroge la Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations.

J'aimerais présenter notre premier témoin pour aujourd'hui. Nous accueillons Taralee Beardy, directrice générale, de la Nation crie de Tataskweyak. Veuillez noter que Mme Beardy présentera une déclaration liminaire d'une durée maximale de cinq minutes. Au besoin, je lui ferai savoir lorsqu'il lui restera une minute.

Afin de gagner du temps, je demande à chacun d'être aussi succinct que possible. Chaque sénateur disposera d'environ cinq minutes pour poser une question et obtenir une réponse. Lorsque le temps alloué sera écoulé, j'interviendrai et passerai à la prochaine série de questions et de réponses. Les sénateurs présents dans la salle qui ont une question doivent lever la main. Ceux qui sont sur Zoom doivent utiliser la fonction de main levée. Vous serez alors ajoutés à la liste.

Madame Beardy, si vous n'êtes pas en mesure de fournir une réponse complète ou si vous souhaitez fournir des renseignements supplémentaires après la réunion, je vous invite à soumettre une réponse écrite à la greffière avant vendredi de cette semaine. Madame Beardy, je vous invite maintenant à présenter votre déclaration liminaire.

Taralee Beardy, directrice générale, Tataskweyak Cree Nation : Bonjour à tous. Je m'appelle Taralee Beardy et je viens de la Nation crie de Tataskweyak à Split Lake, au Manitoba.

My community is located in northern Manitoba. We are situated along the Nelson River, which is part of the Hudson Bay drainage basin, and we are on the main channel where many of the Manitoba Hydro dams are situated along the Nelson. Upstream from us, we have the Kelsey Generating Station hydro development dam, which was completed in the 1970s. Downstream from us, we have Long Spruce, Kettle and, most recently, we have the Keeyask dam that's almost completed.

Because we are on the main water system, our elders, fishermen from our past, have noticed changes in the water, our water systems. They say it came from as early as the 1950s and Thompson, which is located along the Burntwood River. They started noticing impacts from mining development and a new city being located there. There's also the impacts of hydro development, the rising water levels adding contaminants to the water, such as mercury. Not only that, but in recent times, like I said, we're in a main drainage basin, and we're getting all the pollution from the cities, farms, mining and different industries, which end up in our water systems due to runoff. We are downstream, just before the Hudson Bay.

In 2017, our chief and council took it upon themselves to call a state of emergency due to contaminants in the water, because our people were getting sick. A lot of the children were having skin and stomach issues. They declared that our children could no longer swim in our waters. We took it upon ourselves to hire our own independent researchers, who took water samples from our community. They found more algal toxins in our water, not previously identified by the province. That's when our chief and council went ahead with a class action lawsuit.

Our water is not safe to drink. How can our water treatment plant clean the water with so much pollution in it? We're in the process of seeking another source for our water. We're trying to get it from another lake, not part of the main drainage from the Nelson River. We're trying to get our new water source from Assean Lake. The drainage comes from the northern lakes, so it shouldn't be as polluted as the main channel of the Nelson River. As we know, cities are continuously dumping raw sewage into the lakes and rivers, so we know our water is polluted. We knew it all along.

We need to find funds to continue funding our studies. We have to think about our future generations. Everything we're doing, we're doing for our children and for future generations. Water is life, and life is water. We need water to survive.

I think that's it for now. Thank you for listening.

Ma collectivité se trouve dans le Nord du Manitoba. Nous sommes situés le long du fleuve Nelson, qui fait partie du bassin hydrographique de la baie d'Hudson, sur le chenal principal où se trouvent de nombreux barrages de Manitoba Hydro le long du fleuve Nelson. En amont, nous avons le barrage hydroélectrique de la centrale de Kelsey, dont la construction s'est terminée dans les années 1970. En aval, nous avons Long Spruce, Kettle et, depuis peu, le barrage de Keeyask qui est presque terminé.

Parce que nous nous trouvons sur le système de distribution d'eau principal, nos aînés, les pêcheurs de notre passé, ont remarqué des changements dans l'eau, nos réseaux d'aqueduc. Ils disent que cela remonte à aussi loin que les années 1950 et à Thompson, qui est situé le long de la rivière Burntwood. Ils ont commencé à remarquer les conséquences de l'extraction minière et de la construction d'une nouvelle ville à cet endroit. Il y a aussi les répercussions de la construction hydroélectrique, ainsi que la hausse des niveaux de l'eau qui ajoute des contaminants à l'eau, comme le mercure. En plus de cela, récemment... comme je l'ai dit, nous sommes situés dans un bassin hydrographique principal, et nous recevons toute la pollution des villes, des fermes, des mines et des différentes industries, qui se retrouve dans nos réseaux d'aqueduc en raison du ruissellement. Nous sommes en aval, juste avant la baie d'Hudson.

En 2017, notre chef et notre conseil ont décidé de décréter l'état d'urgence en raison de la présence de contaminants dans l'eau, parce que nos habitants tombaient malades. Beaucoup d'enfants avaient des problèmes de peau et d'estomac. Ils ont déclaré que nos enfants ne pouvaient plus se baigner dans nos eaux. Nous avons pris l'initiative d'embaucher nos propres chercheurs indépendants, qui ont prélevé des échantillons d'eau dans notre collectivité. Ils ont trouvé plus de toxines algales dans notre eau, non décelées auparavant par la province. C'est alors que notre chef et notre conseil ont intenté un recours collectif.

Notre eau n'est pas potable. Comment notre station de traitement d'eau peut-elle nettoyer l'eau avec autant de pollution? Nous sommes en train de chercher une autre source pour notre eau. Nous essayons de l'obtenir d'un autre lac, qui ne fait pas partie du drainage principal du fleuve Nelson. Nous essayons d'obtenir notre nouvelle source d'eau du lac Assean. Le drainage provient des lacs du Nord, et il ne devrait donc pas être aussi pollué que le canal principal du fleuve Nelson. Comme nous le savons, les villes déversent continuellement des eaux d'égout brutes dans les lacs et les rivières, donc nous savons que notre eau est polluée. Nous le savons depuis le début.

Nous devons trouver des fonds pour continuer de financer nos études. Nous devons penser à nos générations futures. Tout ce que nous faisons, nous le faisons pour nos enfants et pour les générations futures. L'eau est la vie, et la vie est l'eau. Nous avons besoin d'eau pour survivre.

Je pense que c'est tout pour le moment. Je vous remercie d'avoir écouté.

The Chair: Thank you for your remarks, Ms. Beardy. We'll begin the question and answer session. I'm going to ask the first question before I turn it over to our deputy chair, Senator Christmas.

My question, Ms. Beardy, is this: Why was the repeal of the Safe Drinking Water for First Nations Act a part of the settlement agreement?

Ms. Beardy: Can I get back to you later?

The Chair: Yes, absolutely. You can provide your answer in writing, Ms. Beardy, before Friday, if you could. Thank you very much.

Senator Christmas: Thank you very much, Ms. Beardy, for appearing before the committee. I have a number of questions.

You mentioned in your opening remarks that your community had decided to hire your own independent researchers. Could you tell us how you found the funds to hire these researchers? What work did the researchers do that was different from the studies the province had done?

Ms. Beardy: We took money from the profits from our businesses. We have a gas bar and a couple of businesses. We were able to tap into some of those profits and hire an independent tester. I was told that they did an in-depth study of the different toxins in the water — more algal toxins not previously identified. I was also told that six toxins were found in our water systems that were previously found in Third World underdeveloped countries, such as Africa. They found six toxins, such as blue-green algae. I'm not really good with the terms, but that's how we were able to pay for it. To keep the studies going, we need more funding. We actually need the funding.

A lot of our people have *H. pylori*. That's the short term for it. A lot of our people are undiagnosed as well, because our clinic will not just take people in to get tested. They have to be really sick before they'll test them. There are people who constantly complain about issues with their stomachs, and it's been linked to *H. pylori*.

Was I able to answer your question?

Senator Christmas: Yes, Ms. Beardy.

I have a couple of follow-up questions, if I may. You started to tell us about the sickness and the symptoms that your people have been suffering. Have these symptoms been noticed for some time? Over time, did the symptoms get worse or better?

Le président : Merci pour votre déclaration, madame Beardy. Nous allons commencer la séance de questions et de réponses. Je vais poser la première question avant de céder la parole à notre vice-président, le sénateur Christmas.

Madame Beardy, ma question est la suivante : pourquoi l'abrogation de la Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations faisait-elle partie de l'entente de règlement?

Mme Beardy : Puis-je vous revenir plus tard?

Le président : Oui, absolument. Vous pouvez fournir votre réponse par écrit, madame Beardy, avant vendredi, si vous le pouvez. Merci beaucoup.

Le sénateur Christmas : Merci beaucoup, madame Beardy, d'avoir comparu devant le comité. J'ai un certain nombre de questions.

Vous avez mentionné dans votre déclaration liminaire que votre collectivité avait décidé d'embaucher ses propres chercheurs indépendants. Pouvez-vous nous dire comment vous avez trouvé les fonds nécessaires pour embaucher ces chercheurs? Quel travail les chercheurs ont-ils effectué qui était différent des études réalisées par la province?

Mme Beardy : Nous avons pris l'argent des profits de nos entreprises. Nous avons un poste d'essence et quelques commerces. Nous avons pu puiser dans une partie de ces profits pour embaucher un testeur indépendant. On m'a dit qu'ils ont fait une étude approfondie des différentes toxines dans l'eau et ont découvert plus de toxines algales non détectées auparavant. On m'a également dit qu'ils ont trouvé dans nos systèmes d'eau six toxines que l'on trouvait auparavant dans les pays sous-développés du tiers-monde, comme l'Afrique. Ils ont trouvé six toxines, comme les algues bleu-vert. Je ne suis pas au fait des termes, mais c'est comme cela que nous avons été en mesure de payer. Pour continuer les études, il nous faut plus de fonds. Nous avons vraiment besoin de ces fonds.

Beaucoup de nos gens ont la bactérie *H. pylori*. C'est l'appellation courte. Beaucoup de nos gens ne sont pas diagnostiqués non plus, parce que notre clinique ne prend pas les gens pour les tester. Il faut qu'ils soient vraiment malades pour qu'on les teste. Il y a des gens qui se plaignent constamment de problèmes d'estomac, et cela a été lié à *H. pylori*.

Est-ce que j'ai répondu à votre question?

Le sénateur Christmas : Oui, madame Beardy.

J'ai quelques questions complémentaires, si vous le permettez. Vous avez commencé à nous parler de la maladie et des symptômes dont souffre votre population. A-t-on remarqué ces symptômes depuis un certain temps? Au fil du temps, les symptômes se sont-ils aggravés ou améliorés?

Ms. Beardy: I think some people got worse. We're actually losing a lot of people at a younger age. The life expectancy is much lower. A lot of people are getting cancer and diabetes. A lot of our children have skin issues, such as rashes and sores. We do our best. We look after our children, but there are still issues with skin — even in adults, but it's most prevalent with little children.

Senator Christmas: Ms. Beardy, you also mentioned the hydroelectric dams that were built upstream and downstream. How do you think those dams have affected the quality of your water?

Ms. Beardy: There's a lot of sediment in the water, and when the water is high there's a lot of flooding on land and land erosion. A lot of contaminants, like mercury, get into the water systems.

I remember when I was a young child in elementary school. We had people come to our school and cut a piece of our hair to check how much mercury was in our systems. That hasn't happened in recent years, but it used to be done because of the mercury levels in our water. Now we're unable to eat the fish out of Split Lake. We harvest fish from lakes further up north. As you know, fish is one of our main food sources in our earlier years.

Senator Christmas: Thank you, Ms. Beardy.

Senator Hartling: Thank you very much, Ms. Beardy, for being here today.

I wanted to expand a bit in terms of what Senator Christmas was saying. When a lot of us hear about the water issues, we think, "How can this be?" Can you explain a bit more some of the stresses, challenges and fears that people are experiencing? You started talking about health and food but, emotionally and just day-to-day, how are the people coping with just knowing their water isn't clean and good?

Ms. Beardy: People knew the water wasn't good. You could smell the water, too, when you turned on the taps. Sometimes they put extreme amounts of chlorine to try to clean it, but you can still smell it and it tastes bad. People struggle because they can't afford to buy water. If you buy a case of 24 bottles of water at the northern store, at one time it cost \$10 or \$20. People around here can't afford that because the majority of our people are on social assistance. When the northern store runs out, we have to travel to the next town, which is Thompson. That's an added expense as well to find a ride to Thompson to purchase water. But many people have done that.

Mme Beardy : Je pense que les symptômes se sont aggravés pour certaines personnes. En fait, nous perdons beaucoup de personnes à un jeune âge. L'espérance de vie est beaucoup plus faible. Beaucoup de gens ont le cancer et souffrent de diabète. Beaucoup de nos enfants ont des problèmes de peau, comme des éruptions et des plaies. Nous faisons de notre mieux. Nous prenons soin de nos enfants, mais il y a toujours des problèmes de peau, même chez les adultes, mais ils sont plus fréquents chez les jeunes enfants.

Le sénateur Christmas : Madame Beardy, vous avez aussi parlé des barrages hydroélectriques qui ont été construits en amont et en aval. Selon vous, quelle incidence ces barrages ont-ils eue sur la qualité de votre eau?

Mme Beardy : Il y a beaucoup de sédiments dans l'eau, et lorsque le niveau de l'eau est élevé, il y a beaucoup d'inondations sur les terres et d'érosion des sols. Beaucoup de contaminants, comme le mercure, pénètrent dans les réseaux hydrographiques.

Je me souviens quand j'étais une jeune enfant à l'école primaire. Des personnes venaient à notre école et nous coupaient un cheveu pour vérifier la quantité de mercure présente dans notre organisme. Cela ne s'est pas produit au cours des dernières années, mais on le faisait autrefois à cause des niveaux de mercure dans l'eau. Maintenant, nous ne pouvons pas manger le poisson du lac Split. Nous récoltons du poisson dans des lacs qui se trouvent plus au nord. Comme vous le savez, le poisson est une de nos principales sources de nourriture dans nos premières années.

Le sénateur Christmas : Merci, madame Beardy.

La sénatrice Hartling : Merci beaucoup, madame Beardy, d'être ici aujourd'hui.

Je voulais renchérir un peu sur ce que le sénateur Christmas disait. Lorsque beaucoup d'entre nous entendent parler des problèmes d'eau, nous nous disons : « Comment est-ce possible? » Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur le stress, les défis et les craintes que vivent les gens? Vous avez commencé à parler de la santé et de l'alimentation, mais, sur le plan émotionnel et au quotidien, comment les gens font-ils face au fait de savoir que leur eau n'est pas propre et bonne?

Mme Beardy : Les gens savaient que l'eau n'était pas bonne. On pouvait sentir l'eau, aussi, quand on ouvrait les robinets. Parfois, ils mettent des quantités extrêmes de chlore pour essayer de la nettoyer, mais on peut toujours le sentir, et l'eau a mauvais goût. Les gens éprouvent des difficultés parce qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter de l'eau. Si vous achetez une caisse de 24 bouteilles d'eau au magasin du Nord, à une époque, ça coûtait 10 ou 20 \$. Les gens d'ici ne peuvent pas se le permettre, parce que la plupart d'entre eux bénéficient de l'aide sociale. Quand le magasin du Nord n'a plus d'eau, nous devons nous rendre dans la ville voisine, c'est-à-dire Thompson. C'est aussi une dépense

Keeping our children out of the water is hard. When I was young, we swam in the water. As we got older, however, the waters became very murky. There's a lot of sediment in it, so it just looks like muddy water. But that muddy water is going to our water treatment plant. How good is our water treatment plant at filtering the water and getting all those contaminants out? There are medications and all kinds of chemicals in the water. How can the water treatment plant possibly clean all that water?

People are stressed about it. We have to put signs all around town at every beach saying, "Don't swim in the water due to *E. coli*." Our water fluctuates because of the dams and the flooding upstream, but the water eventually ends up here. One year it was confirmed that there was a lot of *E. coli* in the water. That was due to the flooding down south and all the sewage. So we put up warning signs. We really had to keep our children from swimming in the water. Then we had to find funding from other programs, like hydro, and bus our kids all the way to another lake. It's a one-hour bus ride, and parents worry about their children's safety on that highway.

As to the kids going swimming, kids love to swim. They love the water activities. Different kinds of stresses are involved, even with giving kids a bath. I see people complaining about giving their kids a bath because they still have bad rashes and raw faces, especially the babies. It is very stressful.

Even the nursing station staff won't drink the tap water. The nurses and doctors and all the clinicians that come in get bottled water. They always got it. It wasn't until 2017 that our chief and council stepped up and decided that our people needed clean drinking water too. They managed to get bottled water in. We've been getting bottled water for over a year now.

Senator Hartling: Thank you very much. I'm really sorry that your people are having all this stress. It seems so unnecessary in our country. We'll try to do our best to see what we can do. Thank you for being here.

Ms. Beardy: Thank you for listening.

The Chair: I have another question for you, Ms. Beardy. How do you think the settlement agreement will help individuals and the community overcome the harm created by the lack of access to clean water for so many years?

supplémentaire pour trouver une façon de se rendre à Thompson pour y acheter de l'eau. Mais beaucoup de gens l'ont fait.

Il est difficile de garder nos enfants hors de l'eau. Quand j'étais jeune, nous nagions dans l'eau. Mais à mesure que nous avons vieilli, les eaux sont devenues très troubles. Il y a beaucoup de sédiments dedans, alors cela ressemble à de l'eau boueuse. Mais cette eau boueuse est acheminée vers notre station de traitement d'eau. Dans quelle mesure notre station de traitement d'eau parvient-elle à filtrer l'eau et à éliminer tous ces contaminants? Il y a des médicaments et toutes sortes de produits chimiques dans l'eau. Comment la station de traitement d'eau peut-elle nettoyer toute cette eau?

Et c'est quelque chose qui stresse les gens. Nous devons mettre des panneaux dans toute la ville, sur toutes les plages, disant : « Ne vous baignez pas dans l'eau à cause de l'*E. coli*. » Notre eau fluctue à cause des barrages et des inondations en amont, mais l'eau finit par arriver ici. Une année, il a été confirmé qu'il y avait beaucoup d'*E. coli* dans l'eau. C'était dû aux inondations dans le Sud et à toutes les eaux usées. Nous avons donc mis des panneaux d'avertissement. Nous avons vraiment dû empêcher nos enfants de se baigner dans l'eau. Puis, nous avons dû trouver des fonds dans d'autres programmes, comme l'hydroélectricité, et transporter nos enfants en autobus jusqu'à un autre lac. C'est un trajet d'une heure en autobus, et les parents s'inquiètent de la sécurité de leurs enfants sur cette route.

Quant aux enfants qui vont se baigner, ils adorent nager. Ils adorent les activités aquatiques. Différents types de stress entrent en jeu, même lorsqu'on donne le bain aux enfants. Je vois des gens qui se plaignent de devoir donner un bain à leurs enfants, parce qu'ils ont encore des éruptions cutanées et des visages à vif, surtout les bébés. C'est très stressant.

Même le personnel du poste de soins infirmiers ne veut pas boire l'eau du robinet. Les infirmières, les médecins et tous les cliniciens qui viennent ont de l'eau embouteillée. Ils en ont toujours, eux. Ce n'est qu'en 2017 que notre chef et notre conseil sont intervenus et ont décidé que notre population aussi avait besoin d'eau potable. Ils ont réussi à faire entrer de l'eau embouteillée. Cela fait maintenant plus d'un an que nous recevons de l'eau embouteillée.

La sénatrice Hartling : Merci beaucoup. Je suis vraiment désolée d'entendre que votre population subit tout ce stress. Cela semble si inutile dans notre pays. Nous allons essayer de faire de notre mieux pour voir ce que nous pouvons faire. Merci d'être ici.

Mme Beardy : Merci d'avoir écouté.

Le président : J'ai une autre question pour vous, madame Beardy. Comment pensez-vous que l'entente de règlement aidera les personnes et la collectivité à surmonter le préjudice créé par le manque d'accès à l'eau potable pendant un si grand nombre d'années?

Ms. Beardy: First, if we reach a settlement, I hope that we can get another source of drinking water for our community, and I hope that this will allow us to get a water line to the rest of our community. Our community has an aging infrastructure for water pipes on the older side of town. We're constantly having water breaks. That also contributes to the dirty water in the pipes. We have another part of town that doesn't even have running water. We have to depend on a water truck and a sewer truck to deliver it. If we were to get a fair settlement, we could probably hook up the rest of our town to a water line and a sewer line, which we don't have. Even that is a struggle. There are times where the water trucks are broken down and when the sewer truck is broken down, and then we don't even have water in the homes at all. That's a whole different struggle.

The Chair: Thank you for that.

Senator Coyle: Thank you very much, Ms. Beardy, for your testimony.

If I am hearing correctly, you've talked about the health issues related to the drinking water. You've spoken about health issues related to actually bathing in the water, the children, et cetera, and the effect on their skin. You've talked about the limitations of the recreational opportunities for the children and others in the community because the water isn't safe to swim in. You've also spoken about your food supply, about the fish and how, with the contaminated water, you can't trust the fish supply either for people's diets. Am I getting that picture straight from what you're saying? Have I missed anything there?

Ms. Beardy: Yes, that sounds right.

Senator Coyle: Thank you. We thought we were just going to just be talking about drinking water — and drinking water is really important — but this is a bigger, more comprehensive problem that you're describing here.

You have mentioned the hydro dams as being a factor. You've also mentioned flooding being a factor and contaminants from other industrial and urban sources. You've also talked about some solutions to the situation, both in terms of building the infrastructure — that is, using funds from the compensation to build new infrastructure — and I believe you also mentioned switching your source to another lake.

Ms. Beardy: Right.

Senator Coyle: Could you tell us whether you've had any feasibility studies and any costing for what both of those aspects would take, that is both the building of the infrastructure to and

Mme Beardy : D'abord, si nous parvenons à un règlement, j'espère que nous pourrions obtenir une autre source d'eau potable pour notre collectivité, et j'espère que cela nous permettra d'obtenir une ligne d'eau pour le reste de notre collectivité. Notre collectivité a une infrastructure vieillissante pour les conduites d'eau du côté le plus ancien de la ville. Nous avons constamment des bris de tuyaux. Cela contribue également à la saleté de l'eau dans les canalisations. Une autre partie de la ville n'a même pas l'eau courante. Nous devons compter sur un camion-citerne et un camion pour le transport des eaux usées pour l'acheminer. Si nous obtenions un règlement équitable, nous pourrions probablement raccorder le reste de la ville à une conduite d'eau et à une conduite d'égout, ce que nous n'avons pas. Même cela est difficile. Il arrive que les camions-citernes et les camions qui acheminent les eaux usées soient en panne et que nous n'ayons même pas d'eau dans les maisons. C'est un tout autre problème.

Le président : Merci.

La sénatrice Coyle : Merci beaucoup, madame Beardy, de votre témoignage.

Si j'ai bien compris, vous avez parlé des problèmes de santé liés à l'eau potable. Vous avez parlé de problèmes de santé liés à la baignade dans l'eau, aux enfants, et cetera et aux effets sur leur peau. Vous avez parlé de la limite des possibilités de loisirs pour les enfants et d'autres membres de la collectivité parce que l'eau n'est pas sûre pour la baignade. Vous avez aussi parlé de votre approvisionnement alimentaire, du poisson et du fait que, avec l'eau contaminée, vous ne pouvez pas non plus faire confiance à l'approvisionnement en poissons pour l'alimentation des gens. Est-ce que je comprends bien ce que vous dites? Est-ce que quelque chose m'a échappé?

Mme Beardy : Oui, cela semble exact.

La sénatrice Coyle : Merci. Nous pensions que nous allions simplement parler d'eau potable — et l'eau potable est vraiment importante — mais c'est un problème plus vaste et plus complet que vous décrivez ici.

Vous avez mentionné les barrages hydroélectriques comme étant un facteur. Vous avez également mentionné les inondations comme étant un facteur et les contaminants provenant d'autres sources industrielles et urbaines. Vous avez aussi parlé de certaines solutions à la situation, en ce qui concerne autant la construction de l'infrastructure, c'est-à-dire en utilisant les fonds de l'indemnisation pour construire une nouvelle infrastructure... et je crois que vous avez également mentionné le transfert de votre source vers un autre lac.

Mme Beardy : Exact.

La sénatrice Coyle : Pourriez-vous nous dire si vous avez réalisé des études de faisabilité et évalué les coûts de ces deux aspects, c'est-à-dire la construction de l'infrastructure à partir de

from and at the new source of drinking water that you would like to see come into the community and then the repair and extension of the existing infrastructure that you have there? Do you have a sense of what that would cost and whether this funding would be a suitable source for that?

Ms. Beardy: I think we started the process of the feasibility study for a new source, a new location. We actually had someone visit our community and check out the lake. We have a new project management company helping us with this, and they mapped out a water route to the new source. Right now, I think it's being done in the feasibility study.

I know more funding is coming. We were recently told we are supposed to submit any part of the infrastructure gap to ISC. We were told that we can start submitting some budgets to help with the upgrading of our water and sewer pipes in the older part of town and maybe installing them in the newest part of town. Hopefully, that will help us with the cost, because I can't imagine the settlement water would be sufficient.

Senator Coyle: Could you tell us if you have a sense of what kind of timeline you're looking at for both having that new source of clean drinking water come online for your community and then having the infrastructure in place in the community to channel that to all of the households that need it?

Ms. Beardy: We're thinking the timeline for the new water source will be two years max. For the infrastructure, we're just hoping it can be approved for funding to upgrade the new part of town.

With part of our funding, we were only able to upgrade our sewage line. And then only some of the houses were hooked up to sewer but not water, I'll say about 10 houses in the new part of town. But there are two other neighbourhoods that do not have a water line whatsoever. There are just water and sewer tanks.

Senator Pate: Thank you very much for joining us.

I share the sentiments of my colleagues that it's extremely disconcerting that a country like Canada, with the resources we have, has these boil-water and drinking water and access-to-water issues. I'm reminded of a comment made by Cindy Blackstock last fall when she and I were presenting together that these are policy decisions that are made by the government, and these are policy decisions that could be changed by the government. Hopefully, this settlement will help us on the way because, as she said, if we can get clean drinking water and

la nouvelle source d'eau potable que vous aimeriez voir arriver dans la collectivité, puis la réparation et le prolongement de l'infrastructure existante? Avez-vous une idée de ce que cela coûterait et savez-vous si ce financement serait une source appropriée pour cela?

Mme Beardy : Je pense que nous avons commencé le processus de l'étude de faisabilité pour une nouvelle source, un nouvel emplacement. Nous avons en fait demandé à quelqu'un de visiter notre collectivité et de vérifier le lac. Nous avons une nouvelle société de gestion de projet qui nous aide à ce sujet, et elle a tracé la voie que pourraient emprunter les canalisations vers la nouvelle source. En ce moment, je pense que ça fait partie de l'étude de faisabilité.

Je sais que des fonds supplémentaires s'en viennent. On nous a récemment dit que nous étions censés présenter toute partie du déficit d'infrastructure à Services aux Autochtones Canada. On nous a dit que nous pouvions commencer à soumettre des budgets pour aider à la mise à niveau de nos conduites d'eau et d'égout dans la partie la plus ancienne de la ville et peut-être à leur installation dans la partie la plus récente de la ville. Espérons que cela nous aidera à faire face aux coûts, car je ne peux pas imaginer que l'eau des réserves soit suffisante.

La sénatrice Coyle : Pourriez-vous nous dire si vous avez une idée de l'échéancier que vous envisagez pour la mise en service de cette nouvelle source d'eau potable dans votre collectivité et la mise en place de l'infrastructure dans la collectivité afin d'acheminer cette eau à tous les ménages qui en ont besoin?

Mme Beardy : Nous pensons que l'échéancier pour la nouvelle source d'eau sera de deux ans au maximum. En ce qui concerne l'infrastructure, nous espérons simplement que le financement pour la mise à niveau de la nouvelle partie de la ville sera approuvé.

Grâce à une partie de notre financement, nous n'avons pu qu'améliorer notre conduite d'égout. Ensuite, seules quelques maisons ont été raccordées au réseau d'égouts, mais pas à l'aqueduc... je dirais environ 10 maisons dans la nouvelle partie de la ville. Mais il y a deux autres quartiers qui n'ont pas du tout de ligne d'aqueduc. Il y a juste des réservoirs d'eau et d'égouts.

La sénatrice Pate : Merci beaucoup de vous joindre à nous.

Je partage les sentiments de mes collègues, à savoir qu'il est extrêmement déconcertant qu'un pays comme le Canada, avec les ressources dont il dispose, ait ces problèmes d'ébullition de l'eau, d'eau potable et d'accès à l'eau. Je me souviens d'un commentaire fait par Cindy Blackstock à l'automne dernier, lorsqu'elle et moi présentions un exposé ensemble, à savoir que ce sont des décisions stratégiques qui sont prises par le gouvernement, et ce sont des décisions stratégiques qui pourraient être changées par le gouvernement. Espérons que ce

internet on the space station, we surely can get it in every First Nations community in this country.

I'm interested in whether you have more details — and not that I think it's your responsibility, let me be clear, nor any other community's responsibility, to lay out what the plan needs to look like, but I would be very interested in what the terms of a successful, proactive settlement agreement would look like from your community and from your governance perspective.

Ms. Beardy: It's hard to say, but ideally we just want clean drinking water for our children and for our children who are not here with us yet, our unborn children. We just want to have clean drinking water, safe drinking water, for our future generations, and we feel it's very important to fight for that right now. I have grandchildren, and I think about their futures. I just hope that we are treated fairly and compensated fairly. It seems we're always getting the short end of the stick, getting very minimal of anything. Our children deserve better than that, especially with truth and reconciliation and our inherent treaty rights. I just would like safe, clean drinking water for our community members. I don't even know a dollar number to put on that. It's important that, being in Canada, we should have clean drinking water that's safe for all of us.

Senator Pate: Absolutely.

If there are any documents that you or anyone in your community would like to share, they could be sent to the clerk. That would be great, just to help shore up this testimony — not in any way to diminish from what you have said, but if there were anything else that would be helpful that you have submitted to the government or commitments that the government has made, that would be very helpful. Thank you, and thank you for your work on this subject.

Ms. Beardy: Thank you for listening.

Senator Christmas: Ms. Beardy, you mentioned in your opening remarks that, five years ago, in 2017, your chief and council declared a state of emergency. I'm interested if you could say in your own words what led to your chief and council declaring that state of emergency. What brought your community to the point where you made this decision?

Ms. Beardy: Our water had a foul smell, and our people were getting sick. It's been ongoing. People have been getting sick for some time. We know it's linked to our water because we all need water, right? We need water for everything we do in our daily lives. We know that our water treatment plant isn't able to clean the water sufficiently. There are so many toxins in the water. How could it possibly filter out every toxin in the water?

règlement nous aidera à progresser dans cette voie, car, comme elle l'a dit, si nous pouvons avoir de l'eau potable et l'Internet dans la station spatiale, nous pouvons sûrement en avoir dans toutes les collectivités des Premières Nations de notre pays.

J'aimerais savoir si vous avez plus de détails, non pas que je pense que ce soit votre responsabilité, je veux être claire, ni celle d'aucune autre collectivité, de définir ce à quoi le plan doit ressembler, mais je serais très intéressée de savoir à quoi ressembleraient les conditions d'une entente de règlement réussie et proactive pour votre collectivité et du point de vue de votre gouvernance.

Mme Beardy : C'est difficile à dire, mais idéalement, nous voulons simplement de l'eau potable pour nos enfants et pour nos enfants qui ne sont pas encore là avec nous, nos enfants à naître. Nous voulons simplement avoir de l'eau potable, une eau potable sûre, pour nos générations futures, et nous pensons qu'il est très important de se battre pour cela en ce moment. J'ai des petits-enfants, et je pense à leur avenir. J'espère simplement que nous serons traités et indemnisés équitablement. Il semble que nous soyons toujours perdants, que nous n'obtenions que très peu de choses. Nos enfants méritent mieux que cela, surtout en ce qui concerne la vérité et la réconciliation et nos droits inhérents issus de traités. Je voudrais simplement de l'eau potable et sûre pour les membres de notre collectivité. Je n'ai même pas de chiffres à donner à ce sujet. Il est important que, étant au Canada, nous ayons de l'eau potable qui soit sûre pour nous tous.

La sénatrice Pate : Absolument.

S'il y a des documents que vous ou quelqu'un de votre collectivité voudriez transmettre, vous pouvez les envoyer à la greffière. Ce serait formidable simplement pour renforcer ce témoignage, pas du tout pour diminuer ce que vous avez dit, mais s'il y avait autre chose qui serait utile, que vous ayez soumis au gouvernement ou des engagements que le gouvernement a pris, ce serait très utile. Merci, et merci de votre travail sur ce sujet.

Mme Beardy : Merci de votre écoute.

Le sénateur Christmas : Madame Beardy, dans votre déclaration liminaire, vous avez dit que, il y a cinq ans, en 2017, votre chef et votre conseil ont déclaré l'état d'urgence. Je suis curieux : pourriez-vous dire dans vos propres mots ce qui a amené votre chef et votre conseil à déclarer l'état d'urgence? Qu'est-ce qui a amené votre collectivité à prendre cette décision?

Mme Beardy : Notre eau avait une odeur fétide, et nos gens tombaient malades. Ça ne date pas d'hier. Les gens tombent malades depuis un certain temps. Nous savons que c'est lié à notre eau, parce que nous avons tous besoin d'eau, n'est-ce pas? Nous avons besoin d'eau pour tout ce que nous faisons dans notre vie quotidienne. Nous savons que notre station de traitement d'eau n'est pas en mesure de nettoyer l'eau

Another thing that one of the councillors shared is that our animals eat and drink water, and they have found dead moose in the water, and there was no explanation for it. They were washing up onshore. Moose know how to swim; they are good swimmers. Why were they washing up on the shore? Maybe, over time, they are getting sick as well because that's their main water source too. It is in our Nelson River channel that they were finding these moose. One of the councillors in the area is also a fisherman. He shared his experiences, too, of what he noticed as a fisherman. Even the fish had blisters on them.

From what I know, it was just that our water is filthy. It has an odour. People are getting sick, rashes, things like that. It all just accumulated to, "That's enough."

Senator Christmas: I find it also quite interesting that you have partnered with two First Nations in Ontario to launch a class action suit against the government. What led your council to make that decision? Why didn't the government solve the issue before you launched a class action suit?

Ms. Beardy: I'll have to get back to you on that one.

Senator Christmas: Okay.

The settlement agreement has now been approved by the court, and now the Government of Canada is asking Parliament to legislate the settlement agreement. How will the settlement agreement benefit your community?

Ms. Beardy: We have two other areas of town. The newer part of town does not have water and sewer lines. I'm told there is a chunk that links the older part of town to another part of town. We have no funding to hook up the rest of the town. That won't be part of any funding. Maybe we'll have to use some of our funding to get that water line in there.

We just recently upgraded our sewer line, and they relocated it to another spot. Some houses were hooked up but not all, and they are not hooked up to a water line either. We are hoping that, in the future, the rest of our homes can be hooked up to water and sewer. Maybe this will help with those costs, along with the funding from the infrastructure gap, closing the gap on infrastructure. Whatever is not covered there, we are not even guaranteed this funding. We have to apply for it. But it's a long process. We just want water for our community.

suffisamment. Il y a tellement de toxines dans l'eau. Comment pourrait-elle filtrer toutes les toxines présentes dans l'eau?

Une autre chose que l'un des conseillers nous a dite, c'est que nos animaux mangent et boivent de l'eau, et ils ont trouvé des orignaux morts dans l'eau. Il n'y avait aucune explication à cela. Ils étaient rejetés sur le rivage. Les orignaux savent nager; ce sont de bons nageurs. Pourquoi étaient-ils rejetés sur le rivage? Peut-être que, avec le temps, ils tombent malades eux aussi, car c'est leur principale source d'eau. C'est dans notre canal du fleuve Nelson qu'ils trouvaient ces orignaux. Un des conseillers de la région est aussi pêcheur. Il nous a fait part de ses expériences, lui aussi, de ce qu'il a remarqué en tant que pêcheur. Même les poissons avaient des cloques sur eux.

D'après ce que je sais, c'est juste que notre eau est sale. Elle a une odeur. Les gens tombent malades, ont des éruptions cutanées, des choses comme cela. Tout cela s'est accumulé jusqu'à ce qu'on dise : « Ça suffit. »

Le sénateur Christmas : Je trouve également très intéressant que vous vous soyez associés à deux Premières Nations de l'Ontario pour lancer un recours collectif contre le gouvernement. Qu'est-ce qui a amené votre conseil à prendre cette décision? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas réglé le problème avant que vous lanciez un recours collectif?

Mme Beardy : Je devrai vous revenir sur ce point.

Le sénateur Christmas : D'accord.

L'entente de règlement a maintenant été approuvée par le tribunal, et le gouvernement du Canada demande maintenant au Parlement de légiférer sur l'entente de règlement. Comment l'entente de règlement profitera-t-elle à votre collectivité?

Mme Beardy : Nous avons deux autres secteurs de la ville. La partie la plus récente de la ville n'a pas de conduites d'eau et d'égout. On m'a dit qu'il y a un tronçon qui relie la partie la plus ancienne de la ville à une autre partie de la ville. Nous n'avons aucun financement pour raccorder le reste de la ville. Cela ne fera partie d'aucun financement. Peut-être devons-nous utiliser une partie de nos fonds pour installer cette conduite d'eau.

Nous avons récemment amélioré notre ligne d'égout, et ils l'ont déplacée à un autre endroit. Certaines maisons ont été raccordées, mais pas toutes, et elles ne sont pas non plus raccordées à une conduite d'aqueduc. Nous espérons que, dans l'avenir, le reste de nos maisons pourront être raccordées à l'eau et aux égouts. Peut-être que cela nous aidera à couvrir ces coûts, ainsi que le financement du déficit d'infrastructure, en comblant ce déficit. Tout ce qui n'est pas couvert par ces fonds n'est même pas garanti. Nous devons en faire la demande. Mais c'est un long processus. Nous voulons simplement de l'eau pour notre collectivité.

We need another recreation place for our kids to go swimming because we don't have that in the community. Our dream is to have a pool here in Split Lake, but is that possible? I would love to have a pool in Split Lake. Maybe we can get a pool for our children. There is a lot of stuff we don't have that we wish we had. That's one of the things that always comes up. We wish we had a pool in town for our children.

The chief and council haven't said anything yet about how they are trying to use the funding. Right now, we need to have safe drinking water in our community for our people.

Senator Christmas: We understand that some part of this compensation package will compensate individuals. Do you expect individuals from your community to be compensated as well?

Ms. Beardy: I think so, because a lot of our people are suffering. They are sick. They have skin issues. They have had stomach issues and been diagnosed with *H. pylori* more than once. Our health care system is not very good on First Nation reserves, so a lot of our people get turned away from the nursing station, and the nurses think they are faking their illnesses and won't bother testing them. They don't give our people tests to see what's wrong with them, so a lot of people go home still feeling the same way and complaining that they are sick, and they can't find anything wrong with them. There are a lot of people like that. It's a lot of young people too. There are a lot of people in their twenties and thirties already experiencing stomach issues, and the nursing station says they can't find anything wrong with them.

Senator Christmas: Thank you, Ms. Beardy, for your comments. I certainly wish you and your community all the best and that you get the infrastructure for your community that you need and that this settlement agreement will be a turning point for you and your community. Thank you very much.

Senator Coyle: Thanks again to Ms. Beardy for filling us in. You're painting a disappointing picture, as my colleagues have said. This is actually going on in your community and affecting your older people, your young people and your children in such serious ways.

I have a couple of questions, one following what Senator Christmas was asking about. If there is to be individual compensation through this settlement, I would imagine that there would need to be two things. One, there would need to be reliable health data in the community so that people could say, "Here is how I have been affected." Then, two, once you've got a safe drinking water system in place, they would need to monitor the changes in individual and community health. My first question is about that. You have identified some issues with

Nous avons besoin d'un autre lieu de loisirs pour que nos enfants puissent aller nager, car nous n'en avons pas dans la collectivité. Notre rêve est d'avoir une piscine ici, à Split Lake, mais est-ce possible? J'adorerais avoir une piscine à Split Lake. Nous pourrions peut-être avoir une piscine pour nos enfants. Il y a beaucoup de choses que nous n'avons pas et que nous aimerions avoir. C'est une des choses qui reviennent toujours. Nous aimerions avoir une piscine en ville pour nos enfants.

Le chef et le conseil n'ont encore rien dit sur la façon dont ils vont utiliser les fonds. Pour l'instant, nous avons besoin d'eau potable dans notre collectivité pour nos habitants.

Le sénateur Christmas : Nous croyons savoir qu'une partie de ce programme d'indemnisation indemniserait des particuliers. Vous attendez-vous à ce que des personnes de votre collectivité soient également indemnisées?

Mme Beardy : Je pense que oui, parce que beaucoup de nos gens souffrent. Ils sont malades. Ils ont des problèmes de peau. Ils ont eu des problèmes d'estomac et ont reçu plus d'une fois un diagnostic de *H. pylori*. Notre système de soins de santé n'est pas très bon dans les réserves des Premières Nations, alors beaucoup de nos gens se font refuser l'accès au poste de soins infirmiers, et les infirmières pensent qu'ils simulent leurs maladies, et elles ne prennent pas la peine de les tester. Elles ne leur font pas passer de tests pour voir ce qui ne va pas, alors beaucoup de gens rentrent chez eux en se sentant toujours aussi mal et en se plaignant d'être malades, mais on ne trouve rien d'anormal chez eux. Il y a beaucoup de gens dans cette situation. C'est aussi le cas de beaucoup de jeunes. Il y a beaucoup de gens dans la vingtaine et la trentaine qui ont déjà des problèmes d'estomac, et au poste de soins infirmiers, on dit qu'on ne trouve rien qui ne va pas chez eux.

Le sénateur Christmas : Merci, madame Beardy, de vos commentaires. Je vous souhaite, à vous et à votre communauté, tout le meilleur et j'espère que vous obtiendrez l'infrastructure dont vous avez besoin pour votre collectivité, et que cette entente de règlement sera un tournant pour vous et votre collectivité. Merci beaucoup.

La sénatrice Coyle : Merci encore, madame Beardy, de nous avoir mis au courant. Vous brossez un tableau décevant, comme l'ont dit mes collègues. Cela se passe réellement dans votre collectivité et touche vos personnes âgées, vos jeunes et vos enfants de manière très grave.

J'ai quelques questions, dont l'une fait suite à la question posée par le sénateur Christmas. S'il doit y avoir une indemnisation individuelle par le truchement de ce règlement, j'imagine qu'il y aurait deux choses à faire. Premièrement, il faudrait que la collectivité dispose de données fiables sur la santé afin que les gens puissent dire : « Voici comment j'ai été touché. » Deuxièmement, une fois que le système d'eau potable sera mis en place, il faudrait surveiller les changements dans la santé des personnes et de la communauté. Ma première question

the existing health care infrastructure and its limitations. Could you tell us what your community would need in order to paint an accurate picture of what is happening with people's health as it stands today?

Ms. Beardy: Like I said, a lot of babies have skin issues, like eczema, and some cases are very severe. Adults have *Helicobacter pylori*. *H. pylori*, they call it. A lot of people are undiagnosed. They don't know why they are sick. I always see people saying, "I'm sick. I don't know what's wrong with me, and the nurses can't figure out what's wrong with me."

The reality is the bottled water we have runs out too, and people do use the tap water to cook. They boil the water in the hopes that it's safe to use. There are times where bottled water does run out, so I'm pretty sure that when they have no choice but to use the tap water, they do. People are still getting sick from it.

I notice a lot of our people are dying young. My parents were only in their sixties, and they both passed on. That's quite young. I notice a lot of our people are getting sick and dying young. It's very rare you see a person to live up to their eighties and nineties now. My parents were born in 1948 and 1950, and they died in 2017 and 2018. They were both not very old. That age group is not living to be 80 or 90 anymore. We are losing a lot of our people at a younger age. They are getting sick. They are dying early because of cancer, diabetes or whatever health issues they have.

Water is everything, right? Water is life, and we depend on it, so we have to drink our water.

Senator Coyle: Right.

Ms. Beardy: We only just started getting bottled water in a year and a half ago, maybe two years ago. Before that, we always drank the tap water, except some people who actually went out of their way to buy their own bottled water. That's a new thing too. People didn't always buy bottled water. That was very recent.

Senator Coyle: I have a follow-up question for you, and it's not about this, but I can imagine the waste from all that plastic. Plastic water bottles must also be an issue your community is having to deal with. It compounds the problems that you've talked about, but my question is not about that.

Here you have a community that you want to be a safe, healthy and attractive place for any professionals you want to attract in to work in your community and for people from the community

porte sur ce point. Vous avez recensé certains problèmes avec l'infrastructure de soins de santé existante et ses limites. Pourriez-vous nous dire ce dont votre collectivité aurait besoin pour que l'on puisse brosser un tableau précis de l'état de santé des gens tel qu'il se présente aujourd'hui?

Mme Beardy : Comme je l'ai dit, beaucoup de bébés ont des problèmes de peau, comme l'eczéma, et certains cas sont très graves. Les adultes ont la bactérie *Helicobacter pylori*, le *H. pylori*, comme ils l'appellent. Beaucoup de gens ne sont pas diagnostiqués. Ils ne savent pas pourquoi ils sont malades. Je vois toujours des gens dire : « Je suis malade. Je ne sais pas ce qui ne va pas, et les infirmières n'arrivent pas à trouver ce qui ne va pas chez moi. »

La réalité, c'est que l'eau embouteillée que nous avons s'épuise aussi, et les gens utilisent de l'eau du robinet pour cuisiner. Ils font bouillir l'eau dans l'espoir de pouvoir l'utiliser en toute sécurité. Il arrive que l'eau en bouteille soit épuisée, alors je suis sûre que, lorsqu'ils n'ont pas d'autre choix que d'utiliser l'eau du robinet, ils le font. Les gens tombent toujours malades à cause de cela.

J'ai remarqué que beaucoup de nos gens meurent jeunes. Mes parents n'avaient que 60 ans lorsqu'ils sont morts tous les deux. C'est assez jeune. Je remarque que beaucoup de gens tombent malades et meurent jeunes. Il est très rare de voir une personne vivre jusqu'à 80 ou 90 ans maintenant. Mes parents sont nés en 1948 et en 1950, et ils sont morts en 2017 et en 2018. Ils n'étaient pas très vieux tous les deux. Les personnes de ce groupe d'âge ne vivent plus jusqu'à 80 ou 90 ans. Nous perdons beaucoup de nos habitants à un âge plus jeune. Ils tombent malades. Ils meurent tôt à cause du cancer, du diabète ou de tout autre problème de santé.

L'eau est tout, n'est-ce pas? L'eau, c'est la vie, et nous en dépendons, donc nous devons boire notre eau.

La sénatrice Coyle : C'est vrai.

Mme Beardy : Nous n'avons commencé à nous procurer de l'eau embouteillée qu'il y a un an et demi, peut-être deux ans. Avant cela, nous buvions toujours l'eau du robinet, sauf certaines personnes qui ont fait l'effort d'acheter leur propre eau en bouteille. C'est nouveau aussi. Les gens n'ont pas toujours acheté de l'eau embouteillée. C'est très récent.

La sénatrice Coyle : J'ai une question complémentaire pour vous, et ce n'est pas à propos de cela, mais je peux imaginer les déchets que génère tout ce plastique. Les bouteilles d'eau en plastique doivent aussi être un problème auquel votre collectivité doit faire face. Cela aggrave les problèmes dont vous avez parlé, mais ma question ne porte pas sur ce sujet.

Vous avez ici une collectivité que vous voulez rendre sûre, saine et attrayante pour les professionnels que vous voulez attirer afin qu'ils travaillent dans votre collectivité et que les gens de la

to stay in and build a community, as you say, for the future generations. I am curious whether this issue of an unhealthy environment due to the unhealthy drinking water and other water sources is something that causes people not to want to come to your community or to want to leave your community, because they might think, “Why would I want to stay in this community if my relatives are getting sick?” or that sort of thing. Has there been any link between community members wanting to leave or people from other communities not wanting to come there to fill any jobs that might be there because of this issue? I’m just trying to get a sense of all the implications of this.

Ms. Beardy: For the nurses who come in, I’m pretty sure they know that there’s bottled water available for them. We are having a difficult time attracting teachers to our community. It’s a struggle for us to get teachers to fill the vacancies for all our teaching positions. It’s an ongoing struggle that way. It could be the water, but I can’t say 100% that’s the reason because I don’t know why people don’t want to come here to work. I never thought of people not coming here because of the water, but it could be.

Senator Coyle: Are some community members wanting to leave as a result?

Ms. Beardy: Yes, some of them have moved away. I’ve noticed that people have moved away for health reasons, and they have a hard time out there too. They are struggling living in the city, in a new setting. Some live in Winnipeg and some in Thompson. They always say, “We’re having a problem living out here. We need to get from point A to point B.” They are struggling out there, living in a new setting. Other people have to move, especially people who have kidney failure and have to leave for dialysis. There are all kinds of other health reasons that people leave.

Even a lot of our children are sick. I don’t want to say this, but I worked in a school environment as an educator before moving to the band office to help. A lot of our kids have autism. I don’t know why. No studies have been done. In our education program, we have a high number of kids who are funded under a special ed program. At one time, I know we had 150 kids. I have a grandchild who is autistic. It’s almost like every other family in Split Lake has an autistic child in their family. The incidence is very high and very scary. I thought that was odd. It’s not frequent, but in our community there are some families with multiple autistic children. I don’t know why, and I can’t say why because I don’t know. Nobody has studied why. But we can guess.

collectivité y restent et construisent une communauté, comme vous le dites, pour les générations futures. Je suis curieuse de savoir si cette question d’un environnement malsain causé par l’insalubrité de l’eau potable et d’autres sources d’eau est quelque chose qui pousse les gens à ne pas vouloir venir dans votre collectivité ou à vouloir la quitter, parce qu’ils pourraient penser : « Pourquoi est-ce que je resterais dans cette collectivité si mes proches tombent malades? » ou ce genre de choses. Y a-t-il un lien entre les membres de la collectivité qui veulent partir ou les personnes d’autres collectivités qui ne veulent pas venir pour occuper les emplois qui pourraient exister à cause de ce problème? J’essaie simplement de comprendre toutes les ramifications de ce problème.

Mme Beardy : Pour les infirmières qui viennent, je suis sûre qu’elles savent qu’il y a des bouteilles d’eau à leur disposition. Nous avons du mal à attirer des enseignants dans notre collectivité. Nous avons du mal à obtenir des enseignants pour pourvoir les postes vacants pour tous nos postes d’enseignement. C’est un combat permanent. Cela pourrait être l’eau, mais je ne peux pas dire que ce soit la seule raison, car je ne sais pas pourquoi les gens ne veulent pas venir travailler ici. Je n’ai jamais pensé que les gens ne venaient pas ici à cause de l’eau, mais c’est possible.

La sénatrice Coyle : Est-ce que certains membres de la collectivité veulent partir à cause de cela?

Mme Beardy : Oui, certains d’entre eux ont déménagé. J’ai remarqué que des gens déménageaient pour des raisons de santé, et c’est aussi difficile pour eux de vivre là-bas. Ils ont du mal à vivre en ville, dans un nouvel environnement. Certains vivent à Winnipeg, et d’autres, à Thompson. Ils disent toujours : « Nous avons du mal à vivre ici. Nous devons nous rendre du point A au point B. » Ils ont du mal à vivre dans un nouvel environnement. D’autres personnes doivent déménager, notamment celles qui souffrent d’insuffisance rénale et qui doivent partir pour recevoir un traitement de dialyse. Il y a toutes sortes d’autres raisons de santé pour lesquelles les gens partent.

Même beaucoup de nos enfants sont malades. Je ne veux pas le dire, mais j’ai travaillé dans un environnement scolaire en tant qu’éducatrice avant de passer au bureau de la bande pour aider. Beaucoup de nos enfants sont autistes. Je ne sais pas pourquoi. Aucune étude n’a été faite. Dans notre programme d’éducation, nous avons un grand nombre d’enfants qui reçoivent des fonds dans le cadre d’un programme d’éducation spécialisée. À un moment donné, je sais que nous avions 150 enfants. J’ai un petit-enfant qui est autiste. C’est presque comme si une famille sur deux à Split Lake avait un enfant autiste dans sa famille. L’incidence est très élevée et très effrayante. Je me disais que c’était bizarre. Ce n’est pas fréquent, mais dans notre collectivité, il y a des familles qui ont plusieurs enfants autistes. Je ne sais pas pourquoi, et je ne peux pas dire pourquoi parce que je ne le sais pas. Personne n’a étudié le pourquoi. Mais nous pouvons deviner.

[Translation]

Senator Audette: Thank you very much, Ms. Beardy. I don't think the words "thank you" are strong enough for your presentation. We must remember that, once again, in Canada, we are comparable to developing countries or places that are experiencing similar situations. In this sadness or injustice, you are reminding Canadians that this also exists here. I want to thank you as an Innu woman; we are the guardians of the water, and it really hurt me to hear you.

My question is this: Knowing that we are close to moose, caribou, fish and animals, do you also have the ambition or willingness to create relationships to continue to do studies on the impact on our way of life? I say "traditional" in quotation marks, but all of this is also very present to ensure that our food is healthy and edible. With regard to this agreement, will it actually improve the health of these children and babies, through studies done in co-operation with you, to show that the problem of non-potable water that cannot be used for cooking is much deeper? I'm telling you, you have stunned me. I'm Innu, and I rarely get stunned by Indigenous issues, but you have stunned me.

[English]

Ms. Beardy: Thank you. We do need ongoing studies, and it would be a good thing too. Once we have our new source of drinking water, I think we should study our people to see if the health is improving. We should track these stomach and skin issues and everything. It would be good to see our health issues improving over time, especially with a new source of drinking water besides the Nelson River. It would be nice to have ongoing studies.

Senator Arnot: Thank you, Ms. Beardy.

I have a simple question and then a comment. How many members are there in Tataskweyak Cree Nation? How many live on reserve and how many live off reserve?

Ms. Beardy: We have approximately 2,000 on reserve and 1,000 off reserve.

Senator Arnot: I would like to make a comment. One of the things that hasn't been discussed is the lack of honour of the Crown in the treaty relationship. In your evidence, you said that your elders have said that since the late 1950s, when the mine was established and Thompson, Manitoba, was created, there's been ongoing pollution in the Nelson River, the traditional source of your water and food. To me, what you stated is a clear and unequivocal example of the lack of honour of the Crown in

[Français]

La sénatrice Audette : Merci beaucoup, madame Beardy. Je pense que le mot « merci » n'a pas sa force pour votre présentation. Il faut se rappeler qu'encore une fois, au Canada, nous sommes comparables à des endroits ou à des pays en développement qui vivent des situations semblables. Vous permettez, dans cette tristesse ou dans cette injustice, de rappeler aux Canadiens et aux Canadiennes que cela existe ici aussi. Je vous dis merci en tant que femme innue; nous sommes les gardiennes ou les protectrices de l'eau et cela m'a fait beaucoup de mal de vous entendre.

Ma question est la suivante : sachant que nous sommes proches de l'orignal, du caribou, du poisson et des animaux, avez-vous aussi l'ambition ou la volonté de créer des relations pour continuer de mener des études sur les répercussions sur notre mode de vie? Je dis « traditionnels » entre guillemets, mais tout cela est aussi très présent pour faire en sorte que notre nourriture est saine et comestible. En ce qui a trait à cette entente, permettra-t-elle justement d'améliorer la santé de ces enfants et de ces bébés, grâce à des études effectuées en collaboration avec vous, pour montrer que le problème de l'eau non potable et qui ne peut pas être utilisée pour cuisiner est beaucoup plus profond? Je vous le dis, vous m'avez assommée. Je suis Innue et c'est rare que l'on m'assomme avec des questions autochtones, mais vous m'avez assommée.

[Traduction]

Mme Beardy : Merci. Nous avons effectivement besoin d'études continues, et ce serait aussi une bonne chose. Une fois que nous aurons notre nouvelle source d'eau potable, je crois que nous devrions mener une étude auprès de notre peuple pour voir si sa santé s'améliore. Nous devrions surveiller ces problèmes d'estomac, de peau et tout le reste. Ce serait merveilleux de voir nos problèmes de santé s'améliorer avec le temps, surtout grâce à une nouvelle source d'eau potable, autre que le fleuve Nelson. Ce serait une bonne chose d'avoir des études continues.

Le sénateur Arnot : Merci, madame Beardy.

J'ai une question simple, puis un commentaire. Combien de membres compte la Nation crie de Tataskweyak? Combien vivent dans les réserves, et combien à l'extérieur?

Mme Beardy : Nous avons environ 2 000 membres dans les réserves, et 1 000 à l'extérieur.

Le sénateur Arnot : J'aimerais faire un commentaire. Un sujet qui n'a pas été abordé, c'est le manque d'honneur de la Couronne dans le cadre des relations issues de traités. Dans votre exposé, vous avez dit que vos aînés disent que, depuis la fin des années 1950, quand la mine a été établie et que Thompson, au Manitoba, a été fondée, il y a un problème continu de pollution dans le fleuve Nelson, la source ancestrale de votre eau et de votre nourriture. À mes yeux, ce que vous avez dit est un

respect to the relationship between the Crown and your community, pursuant to the treaties. That's one aspect that needs to be amplified, because I think most Canadians would be shocked, appalled and ashamed if they knew what we just heard from you. This is appalling and needs to be addressed.

I will build on Senator Christmas's comment. Your community had to resort to a legal action, a class action — which would be very costly, I'm sure — just to get to the point where you're in negotiation for a settlement. I think that's fundamentally wrong when you look at the treaty relationship from a proper perspective and the principles of mutual benefit and mutual respect that are in the treaties.

Thank you for your testimony today.

The Chair: The time for this panel is now complete. I want to thank you for taking the time to provide testimony today, Ms. Beardy. Please know that we hear you loud and clear. It is troubling that it has taken so long for the general public and Parliament to confront the crisis created by the lack of safe, clean and reliable water on reserves. That being said, I'm hopeful that the settlement will spark tangible changes in your day-to-day lives. The current reality is certainly not acceptable. Thank you again for your testimony.

I would like to introduce our next group of witnesses. Joining us today, from Indigenous Services Canada, is Curtis Bergeron, Acting Director of Regional Operations, and from the Department of Justice, Douglas Fairbairn, legal counsel.

The officials will have up to five minutes to provide a brief overview. If necessary, I will intervene when one minute is left. We will afterwards proceed to a round of questions and answers of approximately three minutes. I ask senators and witnesses to please be brief wherever possible. Mr. Bergeron and Mr. Fairbairn, if you're unable to provide a response to a question today or if you'd like to provide additional information after the meeting, I ask that you follow up in writing before Friday of this week. I remind senators that we heard last week from the Department of Finance officials on this subject matter. Without further delay, I invite Mr. Bergeron to start his opening remarks.

Curtis Bergeron, Acting Director, Regional Operations, Indigenous Services Canada: Thank you, Mr. Chair. As mentioned, my name is Curtis Bergeron. I'm an employee of Indigenous Services Canada, and I'm joined today by my colleague Doug Fairbairn. I am happy to be speaking with you

exemple clair et sans équivoque du manque d'honneur de la Couronne dans la relation entre la Couronne et votre communauté, en vertu des traités. C'est un aspect sur lequel il faut insister, car je crois que la plupart des Canadiens seraient choqués, révoltés et honteux s'ils savaient ce que vous venez tout juste de me dire. C'est révoltant, et il faut faire quelque chose.

Je vais donner suite à ce que le sénateur Christmas a dit. Votre collectivité a dû intenter une poursuite en justice, un recours collectif — ce qui coûterait beaucoup d'argent, j'en suis sûr —, seulement pour en arriver à négocier un règlement. Je pense que c'est fondamentalement injuste, si on considère la relation issue de traités dans une perspective appropriée et en tenant compte des principes des avantages mutuels et du respect mutuel qui sont prévus dans les traités.

Merci de votre témoignage d'aujourd'hui.

Le président : Notre temps avec le témoin est écoulé. Je tiens à vous remercier d'avoir pris le temps de venir témoigner aujourd'hui, madame Beardy. Sachez que nous vous avons très clairement entendus. C'est troublant qu'il ait fallu si longtemps pour que le public en général et le Parlement prennent acte de la crise créée par le manque d'eau salubre, propre et fiable dans les réserves. Cela dit, je suis convaincu qu'il y aura des changements tangibles dans vos vies quotidiennes, grâce au règlement. La situation actuelle n'est tout simplement pas acceptable. Merci encore une fois de votre témoignage.

Je vais présenter notre prochain groupe de témoins : nous accueillons M. Curtis Bergeron, directeur intérimaire, Secteur des opérations régionales, Services aux Autochtones Canada; et Me Douglas Fairbairn, conseiller juridique, ministère de la Justice Canada.

Les fonctionnaires auront cinq minutes au maximum pour nous présenter un bref aperçu. Si nécessaire, j'interviendrai quand il ne restera plus qu'une minute. Ensuite, nous passerons à la période de questions, durant laquelle les intervenants disposeront de trois minutes environ. Je demanderais aux sénateurs ainsi qu'aux témoins d'être aussi succincts que possible. Monsieur Bergeron et Me Fairbairn, si vous êtes incapables de répondre à une question aujourd'hui ou si vous voulez fournir de l'information supplémentaire après la réunion, je vous demanderai de faire le suivi par écrit avant vendredi de cette semaine. Je rappelle aux sénateurs que la semaine dernière, nous avons entendu les représentants du ministère des Finances sur le même sujet. Sans plus attendre, j'invite M. Bergeron à nous présenter sa déclaration préliminaire.

Curtis Bergeron, directeur intérimaire, Secteur des opérations régionales, Services aux Autochtones Canada : Merci, monsieur le président. Encore une fois, je m'appelle Curtis Bergeron, et je travaille à Services aux Autochtones Canada. Je suis accompagné aujourd'hui de mon collègue, Me Doug Fairbairn. J'ai le plaisir de m'adresser à vous

today from the traditional territory of the Algonquin Anishinaabe people here in Ottawa.

We are proposing legislation that would repeal the Safe Drinking Water for First Nations Act. The act came into effect in 2013 and allows Indigenous Services Canada to develop federal regulations to ensure access to safe, clean and reliable drinking water and the effective treatment of wastewater.

Since 2013, First Nations have repeatedly called for the repeal and replacement of that act, citing concerns of lack of adequate, predictable and sustainable funding; nonrecognition and potential infringement on rights; lack of proper protection of source water; and insufficient engagement. Repeal of the act would respond to concerns raised by First Nations and deliver on government commitments to work in partnership with Indigenous peoples.

As a result of First Nation concerns, work on the development of regulations was paused in 2015, and there are currently no federal regulations under the act. Since the act only enables regulations and no regulations are in force, repeal of the act does not create a regulatory gap.

On December 22 of last year, the Federal Court and the Court of Queen's Bench of Manitoba jointly approved the Safe Drinking Water Settlement Agreement class-action litigation, which includes a commitment for Canada to make all reasonable efforts to introduce legislation repealing the Safe Drinking Water for First Nations Act and to develop and introduce replacement legislation in consultation with First Nations by December 31 of this calendar year.

The Assembly of First Nations has been leading engagements with First Nations on review of the act since 2018. The AFN, the Assembly of First Nations, hosts annual national water symposiums and water summits to share information and gather feedback from chiefs and their councillors, water technicians and other water experts to support ongoing initiatives, including the proposed repeal of this act.

Indigenous Services Canada also engaged key Indigenous groups and organizations on the proposed repeal of the act back in March of this year. All participants were supportive of the repeal of the act, with no opposition expressed. Participants also took the opportunity to share what they would like to see in the replacement legislation, things like engagement, funding, recognition of rights, provision of safe drinking water and effective treatment of wastewater. These views will continue to

aujourd'hui depuis le territoire ancestral du peuple algonquin anishinaabé, ici à Ottawa.

Les dispositions législatives que nous proposons abrogeraient la Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations, qui est entrée en vigueur en 2013 et qui habilitait Services aux Autochtones Canada à élaborer des règlements fédéraux pour assurer l'accès à un approvisionnement salubre et fiable en eau potable ainsi que le traitement efficace des eaux usées.

Depuis 2013, les Premières Nations n'ont cessé de demander que cette loi soit abrogée et remplacée, se disant préoccupées par le manque de financement adéquat, prévisible et durable; la non-reconnaissance et la violation possible de leurs droits; l'absence de protection adéquate des sources d'eau; et un engagement insuffisant. L'abrogation de la loi permettrait de répondre aux préoccupations soulevées par les Premières Nations et de remplir les engagements du gouvernement à travailler en partenariat avec les peuples autochtones.

À la lumière des préoccupations soulevées par les Premières Nations, l'élaboration de la réglementation a été suspendue en 2015, et il n'y a présentement aucun règlement fédéral associé à cette loi. Puisque la loi ne sert qu'à appliquer le règlement et qu'il n'y a actuellement aucun règlement en vigueur, l'abrogation de la loi ne crée aucun vide réglementaire.

Le 22 décembre de l'année dernière, la Cour fédérale et la Cour du Banc de la Reine du Manitoba ont rendu une décision conjointe approuvant une entente pour régler les recours collectifs liés au règlement sur l'eau potable salubre. Dans le cadre de cette entente, le Canada s'est engagé à déployer tous les efforts raisonnables en vue de présenter un projet de loi abrogeant la Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations et d'élaborer et présenter une loi de remplacement, en consultation avec les Premières Nations, d'ici le 31 décembre de cette année.

L'Assemblée des Premières Nations dirige des consultations avec les Premières Nations pour examiner la loi depuis 2018. L'APN — l'Assemblée des Premières Nations —, tient annuellement des symposiums nationaux sur l'eau ainsi que des sommets sur l'eau afin d'échanger de l'information et de recueillir les commentaires des chefs et de leurs conseillers, des techniciens de l'eau et d'autres experts de l'eau, le tout pour appuyer des initiatives continues, comme l'abrogation proposée de la loi.

Services aux Autochtones Canada a aussi consulté des groupes et des organisations autochtones clés au sujet de l'abrogation proposée de la loi, en mars de cette année. Tous les participants étaient favorables à l'abrogation de la loi, et personne n'a formulé de contestation. Les participants ont aussi profité de l'occasion pour nous faire part de ce qu'ils aimeraient voir dans le projet de loi de remplacement, des choses comme des consultations, du financement, la reconnaissance des droits et des dispositions sur la salubrité de l'eau et le traitement efficace des

inform the way forward with respect to water-related legislative reform.

In terms of next steps, we are advancing work in collaboration with First Nations partners to co-develop a framework to inform the development of future legislation that would replace the Safe Drinking Water for First Nations Act.

Back to you, Mr. Chair.

The Chair: Thank you for your opening remarks, Mr. Bergeron. We will now move to the question and answer portion. I'll start with my deputy chair, Senator Christmas.

Senator Christmas: Thank you, Mr. Bergeron, for your opening remarks.

One thing I'm trying to get clear in my mind is the sequence of events here. You started by mentioning that, in 2013, the Safe Drinking Water for First Nations Act was passed. You mentioned that, in 2015, there was a decision not to introduce regulations. Since that time to today, could you sort of walk us through the sequence of events that led to the lawsuit and led to the settlement agreement?

Mr. Bergeron: Starting in 2018, the Assembly of First Nations, with support by Indigenous Services Canada, commenced engaging on a repeal of the Safe Drinking Water for First Nations Act, and has been doing so for almost four years.

In terms of the settlement agreement, obviously there was a lot of concern in numerous First Nations. Although I don't have the exact dates, Tataskweyak Cree Nation, Neskantaga First Nation and Curve Lake First Nation initiated litigation against Canada, which then was negotiated between class counsel and chiefs and the Government of Canada on the current settlement agreement, which was approved by the federal and Manitoba courts back in December.

Senator Christmas: The question that bothers me is, given that Indigenous Services Canada and AFN were actively engaging on this topic, why did those three First Nations opt to launch a lawsuit? What led to the failure of negotiations that resulted in a lawsuit?

Mr. Bergeron: Indigenous Services Canada does support the right to litigate against Canada. It's a right that every Canadian does have. In terms of results or rationale as to why, I can't specifically say, but the settlement agreement is a means to come to a resolution or to settle litigation outside of court.

eaux usées. Leurs opinions continueront d'orienter les efforts relatifs à la réforme de la loi concernant l'eau.

En ce qui a trait aux prochaines étapes, nous poursuivons le travail en collaboration avec nos partenaires des Premières Nations pour élaborer conjointement un cadre qui servira à orienter l'élaboration d'un futur projet de loi qui remplacera la Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations.

Je vous redonne la parole, monsieur le président.

Le président : Merci de nous avoir présenté votre déclaration préliminaire, monsieur Bergeron. Nous allons maintenant commencer la période de questions. Le vice-président, le sénateur Christmas, ouvre le bal.

Le sénateur Christmas : Merci de nous avoir présenté votre exposé, monsieur Bergeron.

Une chose que j'essaie de comprendre, c'est l'ordre des événements. Tout d'abord, vous avez dit que, en 2013, on a adopté la Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations. Puis, vous avez dit que, en 2015, on a décidé de ne pas adopter le règlement. Depuis lors et jusqu'à aujourd'hui, pourriez-vous, disons, nous décrire la séquence des événements qui ont mené à la poursuite en justice et à l'entente de règlement?

M. Bergeron : En 2018, l'Assemblée des Premières Nations, avec le soutien de Services aux Autochtones Canada, a commencé à débattre de l'abrogation de la Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations, et cela dure depuis maintenant presque quatre ans.

En ce qui concerne l'entente de règlement, un grand nombre de Premières Nations avaient évidemment énormément de préoccupations. Même si je n'ai pas les dates exactes, la Nation crie de Tataskweyak, la Première Nation de Neskantaga et la Première Nation de Curve Lake ont intenté une poursuite en justice contre le gouvernement. S'en sont suivies des négociations entre l'avocat du recours collectif, les chefs et le gouvernement du Canada pour en arriver à l'entente de règlement actuelle, qui a été approuvée par la Cour fédérale et la Cour du Manitoba en décembre.

Le sénateur Christmas : Ce qui me dérange est, étant donné que Services aux Autochtones Canada et l'APN travaillaient activement sur ce dossier, pourquoi ces trois Premières Nations ont-elles décidé d'intenter une poursuite en justice? Pourquoi les négociations ont-elles échoué, menant à la poursuite?

M. Bergeron : Services aux Autochtones Canada appuie le droit d'intenter des poursuites contre le Canada. Tous les Canadiens ont ce droit. Je ne pourrais pas vous dire précisément quels résultats ou quelle logique ont mené à cela, mais l'entente de règlement est une façon de résoudre ou de régler les litiges hors cour.

Senator Christmas: Thank you for that, Mr. Bergeron. I knew that was a long shot and you probably couldn't answer it, but I decided to try anyway.

I'm curious to find out if this settlement agreement makes references to bylaws that First Nations can enact on safe drinking water. Will Indigenous Services Canada allow bylaws on safe drinking water?

Mr. Bergeron: As mentioned, the new legislation would be co-developed by First Nations and Canada. That may include the ability to create bylaws. Stepping back for just a second, the settlement agreement does provide for compensation for governance initiatives, and that may include funding for the creation of bylaws.

Senator Christmas: Great. Thank you, Mr. Bergeron.

[Translation]

Senator Audette: First of all, thank you very much to my colleague Senator Christmas for asking the question.

As far as I'm concerned, even if there is a right to challenge before the courts, I think that action should have been taken long before we got there, especially when we see the quality of life of individuals and communities over the decades. In my opinion, it is obvious that we have to review how we do things.

From now on, since we know that there are communities that have declared this state of emergency and before agreements can be reached and co-construction can take place, what is the government doing right now to ensure that the communities can also exercise a right that everyone has, namely the right to clean drinking water?

I have one last question for now. I guess this is just the tip of the iceberg, but are we going to measure the impact on the environment, animals and fish? As first peoples, all of these things are part of our lives. Thank you.

[English]

Mr. Bergeron: Thank you very much for the question.

In terms of the right to clean drinking water, first, I wanted to acknowledge the heartfelt responses that Ms. Beaudy provided. That may be one of the reasons why I joined Indigenous Services Canada. Everyone does have a right to clean drinking water, and there's a lot of work to do.

Le sénateur Christmas : Merci, monsieur Bergeron. Je posais cette question à tout hasard et je savais que vous n'alliez probablement pas pouvoir me répondre, mais je me suis dit que j'allais essayer de toute façon.

Je serais curieux de savoir si cette entente de règlement mentionne les règlements administratifs que les Premières Nations peuvent adopter sur la salubrité de l'eau potable. Est-ce que Services aux Autochtones Canada va permettre que des règlements administratifs sur la salubrité de l'eau potable soient adoptés?

M. Bergeron : Comme je l'ai dit, la nouvelle loi serait élaborée conjointement par les Premières Nations et le Canada, et cela peut peut-être comprendre le pouvoir de créer des règlements administratifs. Pour revenir en arrière un instant, l'entente de règlement prévoit effectivement une indemnisation pour les initiatives gouvernementales, et cela pourrait comprendre du financement pour la création de règlements administratifs.

Le sénateur Christmas : Génial. Merci, monsieur Bergeron.

[Français]

La sénatrice Audette : Tout d'abord, merci beaucoup à mon collègue le sénateur Christmas d'avoir posé la question.

Pour ma part, même s'il existe un droit de contester devant les tribunaux, je pense qu'il y aurait eu lieu de mener des actions bien avant qu'on se rende là, surtout quand on constate la qualité de vie des individus et des collectivités au fil des décennies. À mon avis, il est évident qu'il faut revoir nos façons de faire.

À partir de maintenant, puisque l'on sait qu'il y a des communautés qui ont signalé cet état d'urgence et avant qu'on arrive à conclure des ententes et à faire de la coconstruction, qu'est-ce que le gouvernement fait, en ce moment, pour s'assurer que les communautés peuvent elles aussi exercer un droit que tout le monde a, soit le droit à l'eau potable?

J'ai une dernière question pour le moment. J'imagine que cette situation n'est que la pointe de l'iceberg, mais allons-nous mesurer les répercussions sur l'environnement, les animaux et le poisson? Comme premiers peuples, tous ces éléments font partie de notre vie. Merci.

[Traduction]

M. Bergeron : Merci beaucoup de la question.

En ce qui a trait au droit à l'eau potable, d'abord, je tiens à souligner les réponses bien senties de Mme Beaudy, plus tôt. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles j'ai voulu travailler pour Services aux Autochtones Canada. Tout le monde a le droit à de l'eau potable, et il y a énormément de travail à faire.

Since 2015, there have been 132 long-term drinking water advisories lifted by First Nations with support from ISC, but the real effort is being done by First Nations. There are 34 remaining in 29 separate communities. So, yes, there is definitely a lot of work to do.

I would also flag that, through the settlement agreement, there are numerous commitments. In terms of future funding, there is \$6 billion to go towards ensuring access to clean drinking water. There's also a renewed commitment by Canada to support the lifting of all long-term drinking water advisories, which is very key. Some drinking water advisories may be able to be lifted fairly quickly in the short-term; some will require funding for new water treatment plants. That takes time to plan and construct.

In terms of your second question around monitoring impact on wildlife, I may have to get back to you on that question. I don't really know. There are definitely environmental public health officers that are either transferred and employed by First Nations communities or employed by Indigenous Services Canada that continue to monitor drinking water and other avenues with respect to infrastructure.

Senator Audette: Thank you.

Senator Christmas: Mr. Bergeron, I understand that the settlement agreement allows for an appeal period to allow others to appeal the settlement agreement. I understand there's been a few. Could you outline which communities have appealed the settlement agreement, and can you also help us understand on what grounds those communities have chosen to appeal the agreement?

Mr. Bergeron: Throughout the court proceedings, and prior to the court's acceptance of the settlement agreement, there was a 60-day appeals period. It closed on February 21, 2022, and the information I have is that no appeals were received during that time. As a result of that, February 22 was the implementation date for that settlement agreement. That triggered the requirement for Canada to provide funding 60 days after that implementation date, which Canada did make, in about \$2 billion. That was funded to a trust held by class counsel and the third party administrator.

Senator Christmas: Okay.

Mr. Bergeron, this is an afterthought. It is something that was triggered by Senator Audette's question. It seems to me that the settlement agreement is focused on compensating individuals and also on providing the necessary infrastructure so that these communities can have a safe source of drinking water. We heard

Depuis 2015, 132 avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable ont été levés par les Premières Nations, avec l'appui de SAC, mais le véritable effort est fait par les Premières Nations. Il en reste 34 dans 29 collectivités distinctes. Donc, il y a effectivement énormément de travail à faire, cela ne fait pas de doute.

J'aimerais aussi signaler que l'entente de règlement comprend de nombreux engagements. Relativement au financement futur, 6 milliards de dollars seront investis pour assurer l'accès à un approvisionnement en eau potable salubre. Le gouvernement du Canada a aussi renouvelé son engagement à soutenir la levée de tous les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable, ce qui a énormément d'importance. Certains avis concernant la qualité de l'eau potable pourront peut-être être levés assez rapidement, à court terme, mais pour d'autres, il faudra investir dans de nouvelles usines de traitement des eaux. Il faut du temps pour les planifier et les construire.

En ce qui a trait à votre deuxième question sur la mesure des répercussions sur la faune, je vais devoir vous faire parvenir la réponse plus tard, parce que je ne sais pas vraiment. Il y a évidemment des agents de santé environnementale et publique qui sont soit affectés à des collectivités des Premières Nations ou employés par celles-ci, soit employés par Services aux Autochtones Canada, et ils continuent de surveiller l'eau potable et l'infrastructure à d'autres égards.

La sénatrice Audette : Merci.

Le sénateur Christmas : Monsieur Bergeron, je crois comprendre que l'entente de règlement prévoit un délai d'appel afin que d'autres puissent interjeter appel de l'entente de règlement, et je crois savoir qu'il y en a eu quelques-uns. Pourriez-vous nous dire quelles collectivités ont interjeté appel de l'entente de règlement, et pourriez-vous nous aider à comprendre pour quels motifs ces collectivités ont choisi d'interjeter appel de l'entente?

M. Bergeron : Durant la procédure judiciaire, et avant que la cour n'accepte l'entente de règlement, il y avait un délai d'appel de 60 jours. La date limite était le 21 février 2022 et, selon mes informations, aucun appel n'a été interjeté durant cette période. En conséquence, la date de mise en œuvre de l'entente de règlement était le 22 février. À partir de là, le Canada devait fournir du financement 60 jours après la date de mise en œuvre, ce que le Canada a fait, à hauteur d'environ 2 milliards de dollars. Les fonds ont été versés dans une fiducie détenue par l'avocat du recours et par un tiers administrateur.

Le sénateur Christmas : D'accord.

Monsieur Bergeron, un dernier commentaire. Cela m'est venu après la question de la sénatrice Audette. Il me semble que l'entente de règlement vise à indemniser les gens et aussi à fournir l'infrastructure nécessaire pour que les collectivités aient accès à une source sûre d'eau potable. D'après ce que

earlier from Ms. Beardy, and it seems to me that the situation in her community is that, instead of remediating the source of contamination of the Nelson River, the parties have agreed to develop an alternate source of safe drinking water, so the environmental problems remain, as mentioned earlier, about wildlife. I assume it still remains unsafe to swim. Is there any thought or consideration to remediating the Nelson River, at least in Taralee Beardy's community? Where you have compensation being directed to individuals, will there also be dollars set aside to remediate the original source of drinking water?

Mr. Bergeron: Thank you very much for the question. It is a tough one.

Current legislation on safe drinking water is focused on federal and Indigenous lands. Some of the pieces that Ms. Beardy eloquently spoke to were off reserve, including provincial lands. One of the concerns raised by numerous First Nations was a lack of source water protection, which I believe is what you're speaking about. It is something that is being looked at and is a key topic for the codevelopment of new proposed legislation.

You mentioned the settlement agreement, and there are two parts to that settlement agreement: One is retrospective compensation, and the others are kind of forward-looking. In terms of retrospective compensation, there are two categories. One is \$1.5 billion in compensation for individuals who were deprived of clean drinking water. The second aspect is \$400 million for First Nations communities. It's being called the First Nations Economic and Cultural Restoration Fund. Then there are the forward-looking measures, which is a renewed commitment to Canada's action plan for the lifting of long-term drinking water advisories and the creation of a First Nations advisory committee on safe drinking water, which will provide advice and recommendations for key policy items, including repeal and potentially replacement. There is also the commitment of at least \$6 billion — I forgot to mention that in my first remarks — to support reliable access to safe drinking water on reserve, and then obviously the planned modernization of Canada's First Nations drinking water legislation, to be co-developed in consultation with First Nations. As I mentioned, a key component of that from previous engagements with First Nations, including the Assembly of First Nations-led engagement, is concerns cited by First Nations about the lack of source water protection.

Mme Beardy nous a dit plus tôt, j'ai l'impression que, dans sa collectivité, au lieu d'éliminer la source de contamination du fleuve Nelson, les parties se sont entendues pour mettre en place une source d'eau potable salubre de substitution, ce qui veut dire que le problème environnemental n'est pas réglé, pour faire un lien avec ce qui a été soulevé plus tôt par rapport à la faune. Je tiens pour acquis que ce ne serait toujours pas sécuritaire de s'y baigner. A-t-on pensé à régler le problème du fleuve Nelson, du moins dans la collectivité de Mme Beardy? Dans la mesure où on offre une indemnisation aux personnes concernées, va-t-on aussi mettre de l'argent de côté pour assainir la source d'eau potable originale?

M. Bergeron : Merci beaucoup de la question, même si elle n'est pas facile.

Actuellement, la loi sur l'eau potable vise les terres fédérales et les terres autochtones. Dans son témoignage, Mme Beardy a parlé avec éloquence des terres hors réserve, y compris des terres provinciales. Une préoccupation soulevée par beaucoup de Premières Nations a trait à l'absence de protection des sources d'eau, et je crois que c'est de cela que vous parliez. Nous étudions le dossier, et c'est l'un des enjeux clés en ce qui concerne l'élaboration conjointe du nouveau projet de loi qui sera proposé.

Vous avez mentionné l'entente de règlement. Elle comprend deux volets : premièrement, il y a l'indemnisation rétrospective, et ensuite les autres mesures prospectives. En ce qui concerne l'indemnisation rétrospective, il y a deux catégories : la première est une indemnisation de 1,5 milliard de dollars pour les gens qui ont été privés d'un approvisionnement en eau potable salubre. La deuxième est un financement de 400 millions de dollars pour les collectivités des Premières Nations, au titre de ce qu'on appelle le fonds pour la relance économique et culturelle des Premières Nations. Ensuite, il y a les mesures prospectives, soit le renouvellement de l'engagement du Canada envers son plan d'action pour lever les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable et la création d'un comité consultatif des Premières Nations sur la salubrité de l'eau potable, dont le but sera de fournir des conseils et des recommandations sur des points stratégiques clés, y compris l'abrogation de la loi et potentiellement son remplacement. Il y a aussi un engagement d'au moins 6 milliards de dollars — j'ai oublié d'en parler dans mon exposé initial — pour soutenir l'accès fiable à de l'eau potable dans les réserves et évidemment, ensuite, la modernisation prévue de la loi canadienne sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations, qui se fera conjointement et en consultation avec les Premières Nations. Comme je l'ai dit, une composante clé de tout cela, selon les consultations précédentes avec les Premières Nations, y compris les consultations dirigées par l'Assemblée des Premières Nations, sont les préoccupations des Premières Nations sur l'absence de protection des sources d'eau.

Senator Christmas: Mr. Bergeron, you mentioned source water protection. What kinds of protection do you envision will be included in the new legislation that would protect source water given the circumstance of not all sources of water for First Nations are on reserve lands. Some sources of water would definitely be off. How do you enable the protection of source water for First Nations even if it is off reserve lands?

Mr. Bergeron: Thank you. That is another very difficult question.

I wouldn't want to pre-empt the co-development of legislation, because we're currently working with the Assembly of First Nations to create a joint co-development working group that would identify a legislative framework to inform legislation, and these are the exact questions that that joint working group would be tasked with providing.

Senator Christmas: Thank you, Mr. Bergeron.

Senator Pate: Thank you to the witnesses.

As you're undoubtedly aware, last year the Office of the Auditor General identified the need for a regulatory framework to ensure Indigenous communities receive adequate drinking water protections — and as you've said, you're repealing the legislation that currently exists — but one of the issues they raised was that only 80% of the costs of addressing drinking water issues are covered currently in the negotiations that occur and many First Nations struggled to raise the extra 20%. I'm curious as to what plans are going forward to ensure these policy decisions ensure clean drinking water. Not just that we have hopes and dreams for the future, but that we actually see this realized and not be the Canadian government's ongoing failure.

Your attestation of the right of First Nations and Indigenous peoples to bring lawsuits, on the one hand, sounds positive, but, on the other hand, puts the responsibility on Indigenous peoples to rectify something that is clearly not something that they generated. I'm curious as to what the Canadian government has done in terms of addressing or analyzing the likelihood of future lawsuits, if this isn't rectified in a proactive manner, and what the potential costs of those would be in terms of human costs, health costs, as well as financial costs. As you know, and as my colleagues are well aware, addressing many of these issues proactively was a Call for Justice of the Missing and Murdered Indigenous Women and Girls inquiry as well as a Call to Action of the TRC. I'm curious as to where you see us going really proactively, not just reacting consistently to the challenges that have to be brought by communities that are ill-equipped financially to bring forward these actions.

Le sénateur Christmas : Monsieur Bergeron, vous avez parlé de la protection des sources d'eau. Quelles sortes de protections seront prévues, selon vous, dans le nouveau projet de loi afin de protéger les sources d'eau, étant donné que les sources d'eau qui approvisionnent les Premières Nations ne se trouvent pas toutes dans les terres des réserves? Il y a certainement des sources d'eau hors réserve. Comment peut-on protéger les sources d'eau des Premières Nations si celles-ci se trouvent hors réserve?

M. Bergeron : Merci. Vous posez une autre question très difficile.

Je ne veux pas trop m'avancer en ce qui concerne l'élaboration conjointe de la loi, parce que nous travaillons activement avec l'Assemblée des Premières Nations pour mettre sur pied un groupe de travail mixte qui sera chargé de l'élaboration et qui établirait un cadre législatif pour orienter la loi, et c'est exactement le genre de question auquel ce groupe de travail mixte devra répondre.

Le sénateur Christmas : Merci, monsieur Bergeron.

La sénatrice Pate : Merci aux témoins.

Comme vous le savez certainement, l'année dernière, le Bureau du vérificateur général a établi qu'il fallait un cadre réglementaire pour veiller à ce que les collectivités autochtones bénéficient de protections adéquates relativement à l'eau potable — et comme vous l'avez dit, vous abrogez la loi qui existe présentement —, mais l'un des problèmes qu'elles ont soulignés, c'est que seulement 80 % des coûts que suppose le règlement des problèmes d'eau potable sont couverts présentement grâce aux négociations, et de nombreuses Premières Nations ont de la difficulté à obtenir de l'argent pour le 20 % restant. Je serais curieuse de savoir quels plans ont été mis en place pour s'assurer que ces décisions stratégiques garantissent l'accès à de l'eau potable salubre. Ce n'est pas tout d'avoir des espoirs et des rêves pour l'avenir, il faut que la situation soit réglée pour vrai, et que ce ne soit plus l'échec continu du gouvernement canadien.

Vous avez attesté le droit des Premières Nations et des peuples autochtones à tenter des poursuites en justice, et, même si cela semble être une bonne chose, d'un côté, de l'autre, cela veut dire que les peuples autochtones ont la responsabilité de régler un problème qui ne vient clairement pas d'eux. Je serais curieuse de savoir quelles mesures le gouvernement canadien a prises pour analyser le risque de poursuites futures, dans le cas où ce problème ne serait pas réglé de façon proactive, et quels en seraient les coûts, du point de vue humain, sanitaire et financier. Comme vous le savez, et mes collègues le savent aussi très bien, l'un des appels à la justice découlant de l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées était de régler de manière proactive bon nombre de ces problèmes, et c'était aussi un appel à l'action de la Commission de vérité et réconciliation. Je serais curieuse de savoir à quels égards nous allons, selon vous, vraiment agir proactivement, plutôt que de

seulement réagir toujours aux difficultés signalées par les collectivités, qui n'ont pas les moyens financièrement de prendre ces mesures.

Mr. Bergeron: Thank you. I appreciate the question.

In terms of litigation, I would say it's maybe not necessarily a last resort, but every attempt is made to avoid litigation on Canada's part. In terms of nation-to-nation relationships, that is the direction Indigenous Services Canada is attempting to go in.

You had mentioned a few things, one of which was 80%. With that, I believe you're referring to the operations and maintenance costs that stemmed from the OAG audit. Since that time, there have been numerous budgets provided to Indigenous Services Canada which increased the operations and maintenance formula from 80% up to 100%, and that formula was also modernized to reflect new realities in First Nations communities. By 2025-26, the funding will have increased by almost four times for operations and maintenance. Indigenous Services Canada heard loud and clear what the OAG audit had said and also what First Nations were saying.

In terms of the cost, the human cost of litigation is very difficult to think about, let alone predict. Obviously, I can't put a cost to it. What I can say is that Indigenous Services Canada is prepared to work with First Nations in resolving all long-term drinking water advisories. I would say there are initiatives under way in every one of those cases to be able to support First Nations and their decisions to lift them, and the estimate is that about 40% of those current long-term drinking water advisories will be lifted by September of this year.

Senator Pate: Thank you. If you could send along the documentation about the increased funding, that would be extremely helpful. Thank you very much.

Mr. Bergeron: Thank you.

The Chair: If there are no further questions for our witnesses, this panel is now complete. I would like to thank Mr. Bergeron, and Mr. Fairbairn for joining us today.

We will now go in camera.

(The committee continued in camera.)

M. Bergeron : Merci. J'apprécie la question.

En ce qui concerne les litiges, je dirais que ce n'est peut-être pas nécessairement en dernier recours, mais le Canada fait tout ce qu'il peut pour éviter les litiges. C'est l'approche qu'a choisi de prendre Services aux Autochtones Canada, pour la relation de nation à nation.

Vous avez mentionné plusieurs choses, dont le 80 %. Je crois que vous vouliez parler des coûts d'exploitation et d'entretien dont il a été question dans l'audit fait par le Bureau du vérificateur général. Depuis, de nombreux budgets ont été accordés à Services aux Autochtones Canada, et la formule pour l'exploitation et l'entretien est passée de 80 % à 100 %; la formule a d'ailleurs été modernisée pour refléter les nouvelles réalités des collectivités des Premières Nations. D'ici 2025-2026, le financement accordé pour l'exploitation et l'entretien aura presque quadruplé. Services aux Autochtones Canada a très bien compris ce qui est ressorti de l'audit du BVG et ce qu'ont dit les Premières Nations.

Pour ce qui est du coût, c'est très difficile de se représenter ou même de prédire le coût humain associé aux litiges. Évidemment, on ne peut pas mettre un prix là-dessus. Ce que je peux dire, c'est que Services aux Autochtones Canada est prêt à travailler avec les Premières Nations pour que tous les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable soient levés. Je dirais qu'il y a des initiatives en cours dans chacun des cas pour que nous puissions soutenir les Premières Nations et leurs décisions de lever les avis, et nous estimons qu'environ 40 % des avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable encore en vigueur seront levés d'ici septembre.

La sénatrice Pate : Merci. Si vous pouviez nous transmettre la documentation sur l'accroissement du financement, cela nous serait extrêmement utile. Merci beaucoup.

M. Bergeron : Merci.

Le président : S'il n'y a plus d'autres questions pour nos témoins, nous pouvons conclure cette partie de la séance. J'aimerais remercier M. Bergeron et Me Fairbairn d'avoir été avec nous aujourd'hui.

Nous poursuivons à huis clos.

(La séance se poursuit à huis clos.)